

ment, à élargir ainsi ses ambitions, on ne pouvait pas ne pas perdre de vue le but principal de la guerre. Vouloir prendre, coûte que coûte, Andrinople, c'était déjà risquer la Macédoine. Demander une sortie sur la mer de Marmara c'était ne plus comprendre la situation internationale.

Est-ce pur hasard que l'on ait oublié la Macédoine dans les ambitions séduisantes, mais lointaines, qui se firent jour d'une manière si inattendue? Si on se souvient de ce que nous avons dit, dans la seconde partie de ce chapitre, sur les rapports du Gouvernement bulgare et du mouvement révolutionnaire en Macédoine, on comprendra que cette négligence n'avait rien d'accidentel. Entre le Gouvernement bulgare et le mouvement macédonien, la méfiance agissait toujours. On avait toujours peur que ces *comitadjis* n'entraînent le Gouvernement bulgare à des complications intérieures ou internationales. Et maintenant, alors qu'on était allé affranchir la Macédoine, on faisait tout pour écarter la participation directe des Macédoniens eux-mêmes à l'œuvre de libération de leur patrie. Peut-être l'idée de partage de la Macédoine, admise dans le traité et ignorée du grand public, qu'il fallait accoutumer encore à cette éventualité, avait-elle contribué à cette réserve. Quoi qu'il en soit, les 15.000 volontaires macédoniens, qu'on aurait pu laisser combattre en Macédoine même, près de leurs foyers, furent obligés de demeurer pendant toute la guerre loin de leurs villages, à Tchataldja et à Boulaïr. On diminua ainsi, autant qu'on le put, le nombre des témoins importuns de l'œuvre de la dénationalisation en Macédoine et on facilita dans toute la mesure du possible la prise de possession du pays conquis par les armées serbes et grecques. Si, par cette tactique, on s'était proposé de faciliter le partage, le résultat réel dépassa le but. On précipita la perte de la Macédoine au profit des alliés. Par peur d'une vraie libération de la nation macédonienne, on en amena la conquête par les compétiteurs. Les légionnaires macédoniens du général Ghénev, depuis le mois de janvier, accusaient le Gouvernement bulgare d'avoir trompé le peuple pour pouvoir « vendre » la Macédoine. Le fait est qu'il ne trompa personne autre que lui-même.

Certes, en détournant vers Salonique et Rodosto son attention, qui devait être dirigée du côté de Vélès, Monastir, Okhrida, Castoria et Florina, le Gouvernement bulgare n'entendait rien sacrifier. On espérait fermement pouvoir étreindre tout ce qu'on avait embrassé. Les ministres du Cabinet « russophile » de Guéčov et Danev le croyaient, parce qu'ils avaient une foi entière dans le caractère sacré des traités conclus, et surtout parce qu'ils se croyaient certains de jouer ce rôle d'arbitre, en qui l'on voyait comme une sorte de garant. Le parti militaire et l'opinion publique, eux aussi, étaient sûrs de leurs bons droits naturels, qu'ils tenaient à défendre fermement par l'épée.